

Migration et Mobilité, un Enjeu pour la Gauche au Pouvoir

En ce début de 21ème siècle, nous sommes installés dans un paradoxe des plus dangereux: avec les progrès de la mondialisation, les facilités croissantes de transport et de communication, les migrations internationales tendent à se banaliser. Et de facto, elles réveillent des craintes de plus en plus aiguës, incitent à des politiques de contrôle de plus en plus sophistiquées, et déclenchent des débats de plus en plus passionnés.

C'est un fait que si la migration n'a pas perdu sa dimension dramatique pour celui qui l'entreprend, le migrant trouve dans son environnement quotidien toutes les incitations matérielles à bouger et à braver les interdictions, puis les dissuasions.....

En conséquence il en résulte une généralisation des comportements de mobilité par-delà les frontières, y compris en bousculant les souverainetés des États-nations; une émergence de l'individu migrant comme acteur à part entière des relations internationales; et un marquage de l'empreinte du phénomène migratoire dans les faits sociaux quotidiens.

L'immigration est porteuse de modifications dans le marché du travail mais aussi de métissages, de mixité culturelle, de double nationalité, de pluralité des allégeances.

Ce constat nous amène de plein-pied dans le monde des migrations, tel qu'il est et tel que nul ne pourra jamais l'abolir.

Car les migrations se modifient, d'abord dans la structure et dans la façon qu'ont les pays d'accueil – et potentiellement de départ – de les gérer. On parle aujourd'hui de « circulation migratoire ». Beaucoup de nouveaux migrants aspirent à circuler, sans nécessairement souhaiter se sédentariser définitivement, et beaucoup de pays d'accueil croient pouvoir résoudre ainsi l'épineux problème de l'intégration.

C'est la conséquence directe d'une plus grande mobilité des facteurs de production, comme le capital et la main-d'œuvre très qualifiée; mais aussi des plus grandes facilités de partir, revenir et repartir.

Ceux qui vivent ainsi ont souvent un statut de résident privilégié, des titres de séjour à entrées multiples ou la double nationalité. Situations qu'il faudrait tendre à développer une fois le Parti Socialiste au pouvoir....

Car la question des migrations est devenue un enjeu majeur pour un nombre grandissant d'acteurs. Et pris isolément, chaque acteur est confronté à un versant problématique des migrations:

- ➔ Le gouvernement craint d'être débordé par des flux de populations incontrôlables et créateurs de problèmes de sécurité publique (trafics, terrorisme), sociaux (travail au noir, difficultés d'intégration), économiques (dépenses sociales), sociétaux (cohésion sociale).
- ➔ Les migrants appréhendent les obstacles réglementaires croissants et les discriminations; et développent des stratégies fondées sur le contournement des règles, légales et sociétales.
- ➔ Les populations locales, en tant que citoyens et salariés, craignent une concurrence déloyale qui affecterait leurs moyens d'existence, leurs valeurs et une certaine conception du vivre ensemble.

Migration et Mobilité, un Enjeu pour la Gauche au Pouvoir

- ➔ Les syndicats sont tiraillés entre le développement d'une réflexion globale sur les migrations au niveau confédéral/régional/mondial, et les situations de terrain où s'exprime la frustration.
- ➔ Les entreprises confrontées à des manques de main-d'œuvre, ne veulent pas être accusées de se servir de la migration comme d'un moyen de pression sur les salariés (niveau des salaires et de la protection).
- ➔ Le monde associatif s'inquiète d'un recul des droits de l'homme.
- ➔ Les collectivités locales craignent de devoir gérer les problèmes sociaux de populations immigrées.

De fait, en matière de migration, tous les acteurs forment un tout interdépendant, chacun semble défendre ses priorités sauf que rien ne serait plus simpliste que d'opposer la défense des prérogatives régaliennes à un « partage du pouvoir » entre les gouvernements et la société civile.

C'est pourquoi il est nécessaire de rassembler les acteurs concernés et que chacun joue son rôle et incarne une dimension de la question à traiter. Sauf que la seule optique entre migration et développement, trop limitative, ne permet pas aux différentes parties prenantes de définir le cadre commun de références attendu.

La jonction des intérêts divers doit nécessairement se faire autour de perspectives politiques claires, qui sont à l'heure actuelle absentes des différentes discussions internationales.

Dans un domaine où la place de l'État est essentielle, la diplomatie française a, sans aucun doute, un rôle majeur à jouer. Elle se doit de proposer des objectifs et des méthodes, à la fois audacieux et consensuels qui seront les artisans d'un véritable régime international des migrations, amorçant ainsi un nouveau droit international à la Mobilité..

Cela commence par l'entrée et la sortie aux frontières des migrants.....Plus les frontières leur sont ouvertes, plus ils circulent et moins ils s'installent, puisqu'ils peuvent aller et venir. Ceux qui se sédentarisent de façon aléatoire et non prévue sont ceux pour qui les frontières sont fermées, ceux qui sont entrés clandestinement ou ont un statut précaire : s'ils repartent chez eux, ils ne pourront plus revenir.

Plus les frontières leur sont fermées, plus ils s'installent, d'autant plus que chez eux, souvent, il n'y a aucun espoir de voir leur existence changer à l'échelle d'une vie. En un mot l'ouverture des frontières favorise la mobilité et la fermeture la sédentarisation des migrants, ce qui va à l'encontre de bien des idées reçues.

Les pays qui tireront le meilleur parti de ces migrations sont ceux qui sauront le mieux les intégrer et éviter que la mobilité ne soit perçue comme perturbatrice, voire subversive vis-à-vis du pouvoir politique.

Le plus grand risque est celui de ne rien faire, car les migrations clandestines interpellent un monde en mouvement dépourvu de règles communes. Ce dernier point, un Gouvernement de Gauche ne peut l'accepter....